

La fin de l'argent magique ?

Article rédigé par *Liberté politique*, le 20 juin 2023

Alors que le président a fait sa communication de crise sanitaire autour de la formule « quoi qu'il en coûte », il va maintenant falloir passer à la caisse. Emmanuel Macron va devoir agir dès-à-présent et peut difficilement se permettre d'enfoncer encore plus la France dans la dette.

Élu avec le soutien du pape de l'équilibre budgétaire François Bayrou, Emmanuel Macron aura été le président de la dette. Avec une dette nationale frôlant les 3 000 milliards d'euros, l'État français est dans une situation délicate. La charge de cette dette augmente par ailleurs considérablement à mesure que les taux d'intérêt sont en hausse.

Audit géant pour le gouvernement

Le lundi 19 juin, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a engagé les *Assises des finances publiques* à Bercy avec le Premier ministre Elisabeth Borne. Deux visages qui peuvent disparaître dans moins d'un mois à la faveur d'un remaniement... Gabriel Attal, ministre délégué aux Comptes publics également présent, dispose de davantage de certitudes pour la suite. Apprécié du président, il devrait même rester en cas de grand remaniement.

Ce rendez-vous de fin de printemps se voulait le point de départ d'un audit géant sur les dépenses publiques. Une manière politiquement correcte d'engager une période d'austérité dictée notamment par l'agence de notation étasunienne Fitch qui a dégradé la note de la France en AA-. C'est peut-être un détail pour nous, mais pour Macron cela veut dire beaucoup...

Après les confinements et les fermetures imposés par le pouvoir politique et donc les mesures de soutien économique qui s'y attachaient, Bercy va devoir serrer la ceinture et chercher des économies à réaliser pour le budget 2024 qui sera présenté à l'automne.

Un terrain miné pour la majorité

Le ministre Le Maire a annoncé la couleur : il y aura des coupes dans les dépenses de l'État mais aussi des collectivités locales et dans la sphère sociale. L'aile gauche de la majorité devra être convaincue par l'état-major macronien et surtout faire face aux critiques des oppositions. La coalition Nupes devrait se jeter sur l'occasion pour dénoncer le retour des politiques d'austérité et tenter de rentabiliser les mobilisations contre les retraites. Le Rassemblement National devrait aussi assener une telle critique et s'en tenir à un mécontentement discret... Les Républicains, eux, se trouvent une fois de plus dans une situation délicate et pourraient peiner à se démarquer de la ligne tracée par le président. L'objectif officiel est de réduire la dépense publique à 53,5% du PIB en 2027, contre 57,5% en 2022 et revenir sous les 3% en 2027 tout en faisant reculer la dette à 108,3% (contre 111,6% en 2023). L'association des maires de France a fait savoir son désaccord sur l'analyse budgétaire et ses conséquences, de quoi inquiéter la majorité qui n'a pas de maillage territorial.

Les dépenses considérables occasionnées par la crise sanitaire et sa gestion par l'État ont fait exploser la dette et la remontée des taux d'intérêt alourdit la charge de celle-ci. L'absence de souveraineté monétaire

empêche par ailleurs Paris de manœuvrer en la matière. Les découpes budgétaires feront l'objet d'une mise en scène bien connue : beaucoup de bruit pour les quelques économies réalisées dans les ministères, beaucoup moins pour celle que subiront les Français.

Olivier Frèrejacques

Délégué général de Liberté Politique

20/06/2023 01:00